Orban veut faire payer par Bruxelles la moitié de sa clôture antimigrants

01/09/2017 à 10h58

Le premier ministre hongrois a envoyé une lettre à la Commission européenne, lui réclamant 440 millions d'euros pour avoir « protégé » l'Europe du « flot de migrants illégaux ».

Facture salée pour gros travaux. Bruxelles n'avait pas signé les devis, mais le gouvernement hongrois estime que c'est à la Commission européenne de régler la moitié de la note de sa très contestée clôture antimigrants de quatre mètres de haut, érigée en 2015 à sa frontière avec la Serbie. Dans une lettre envoyée jeudi 31 août à Jean-Claude Juncker, le président de la Commission, le premier ministre souverainiste Viktor Orban réclame 440 millions d'euros, au titre « de la solidarité ».

M. Orban met en avant la qualité des palissades métalliques, fournies en grande partie par ses entreprises. Avec ces caméras thermiques, détecteurs de mouvements, miradors high-tech, « notre pays ne se protège pas seulement lui-même, mais toute l'Europe » contre « le flot de migrants illégaux », assure celui qui les considère comme autant de terroristes potentiels. « Il n'est pas exagéré de dire que la sécurité des citoyens européens a été financée par les contribuables hongrois », ajoute-t-il, en assurant que la clôture a coûté en tout 270 milliards de forints (883 millions d'euros) et qu'une division en deux lui semble « raisonnable ».

Cette déclaration sonne comme une provocation, alors que la Cour de justice de l'UE doit justement, le 6 septembre, rendre sa décision sur le refus total de Budapest d'accueillir des demandeurs d'asile dans le cadre du plan de répartition de 160

000 migrants arrivés en Grèce et en Italie. La Hongrie avait décidé unilatéralement d'ériger une clôture à la frontière avec la Serbie et la Croatie quand, à l'été 2015, plusieurs centaines de milliers de migrants avaient transité par son territoire, avant, dans leur immense majorité, de continuer vers l'ouest de l'Europe. Avec les barrières, le flux des passages s'est d'abord déporté vers la Croatie, puis tari après un accord entre la Turquie et l'UE signé en mars 2016. Actuellement, seuls 680 demandeurs d'asile se trouvent sur le territoire hongrois.

(…)

Le Monde

Merci à **valdorf**